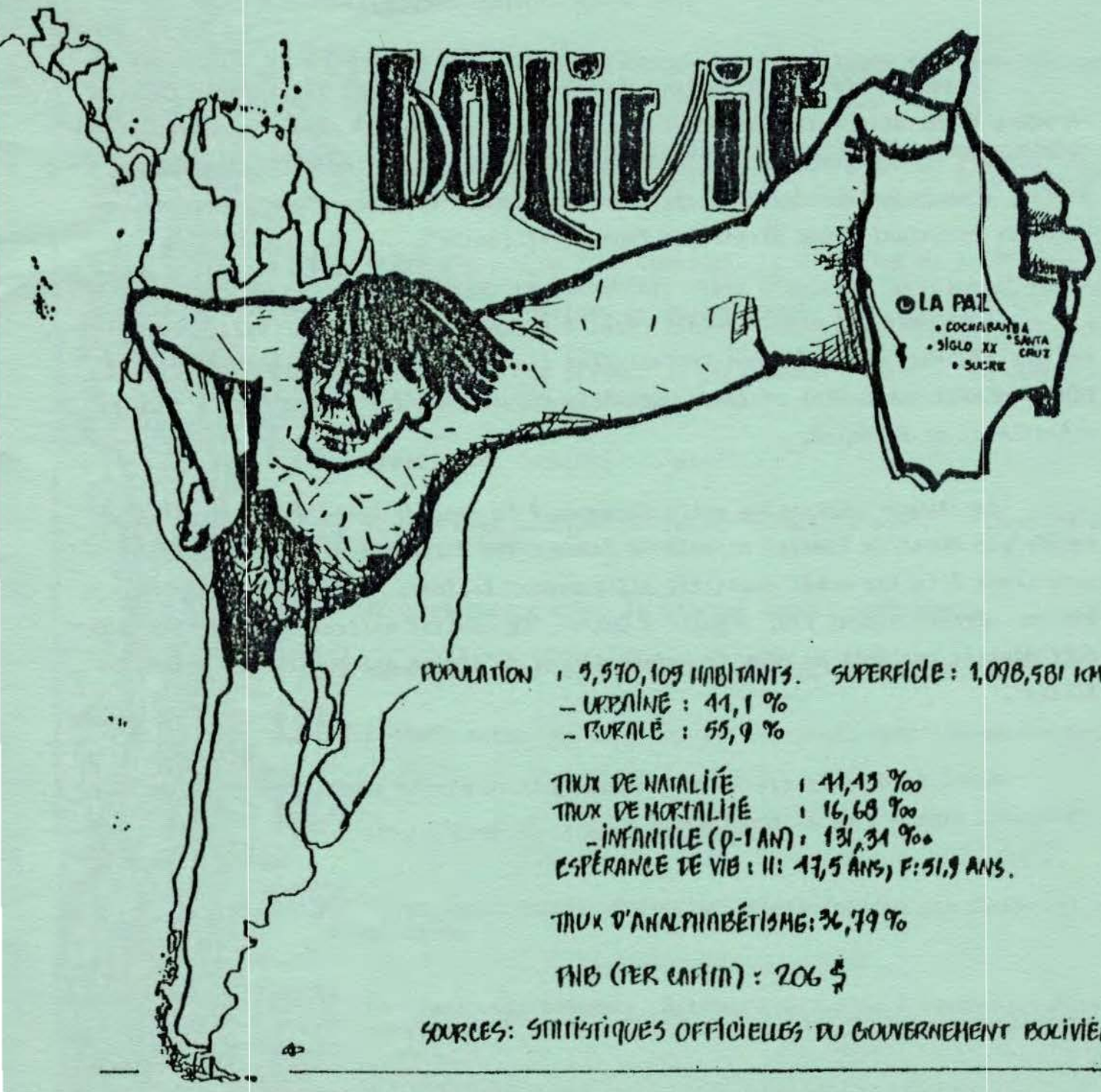
CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION VOL. II No. 1 FEV. 1981



POPULATION : 5,570,109 HABITANTS. SUPERFICIE : 1,098,581 KM².
- URBAINE : 41,1 %
- RURALE : 55,9 %

TAUX DE NATALITÉ : 44,13 ‰
TAUX DE MORTALITÉ : 16,68 ‰
- INFANTILE (0-1 AN) : 131,34 ‰
ESPÉRANCE DE VIE : H: 47,5 ANS, F: 51,9 ANS.

TAUX D'ANALPHABÉTISME: 36,79 %

PNB (PER CAPITA) : 206 $

SOURCES: STATISTIQUES OFFICIELLES DU GOUVERNEMENT BOLIVIEN.

COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE
4725, rue St-Denis, suite 1, MOntréal, Québec H2J 2L5 tél.: 845-0511

ÉDITORIAL

Le coup d'Etat du 17 juillet dernier qui a vu l'armée interrompre la mise en place d'une démocratie parlementaire, n'est ni un "golpe" ni un "pronunciamiento" classique - où une fraction de l'armée remplace une autre - mais l'interruption brutale d'un processus de démocratisation et la mise en place d'une dictature sanguinaire profitant à une oligarchie "narcotrafiquante".

L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit est celui du Chili, encore que les réformes annoncées par le Président élu Siles Suazo aient été infiniment plus modérées que celles réalisées par Allende. Par contre Garcia Meza s'inspire directement de Pinochet.

La sauvage répression qui a accompagné le coup de force des militaires ne semble pas avoir de limite: au mois de janvier 81, 9 leaders de la gauche sont assassinés à La Paz après avoir été affreusement torturés. Comme l'affirme Paz Zamora, vice-président élu, réfugié à Quito: "Ce meurtre collectif froidement calculé dévoile une fois de plus la nature féroce du régime qui opprime le peuple bolivien".

Ainsi la Bolivie est un pays occupé par sa propre armée, contre la volonté clairement exprimée de sa population.

* Actualités 13m (Service d'information Tiers-Monde - Berne)

Assassinat de Luis Espinal, s.j. Violence fasciste durant la campagne electorale. Coup d'Etat de Garcia Meza: assassinat de Quiroga. Répression contre les Eglises.

Coup de Natusch Busch. Présidente intérimaire: Lidia Gueiler.

Elections. Triomphe de Siles Suazo, de la UDP. Transaction politique: Guevara président.

Grève de la faim des femmes. Les élections sont annulées pour fraude.

Intervention militaire sanglante dans les campements miniers. Grèves de solidarité avec les mineurs. Appui de l'Eglise. Rencontre amicale entre Banzer et Pinochet à Charana.

Grève minière de deux semaines. La direction de la COB est reconstituée. La hiérarchie cesse d'appuyer "Justice et Paix" devant les pressions du Gouvernement.

Soulevèment des paysans de Cochabamba: 70 morts. Un décret rend illégaux partis et syndicats.

Création de "Justice et Paix".

Coup d'Etat sanglant de Banzer au mois d'août. Assassinat du Père Lefèbvre, oblat canadien.

Coup et contre-coup: le Général Torres, président.

Coup d'Etat du Général Ovando qui nationalise la "Gulf".

L'armée massacre les mineurs à San Juan. Guérilla de Che Guevara.

Coup d'Etat du Général Barrientos.

Siles Suazo est élu Président. Participation des femmes et analphabètes.

La révolution triomphe. Nationalisation de l'étain et réforme agraire.

L'IMPOSIBLE DÉMOCRATISATION

22 août 1971 - un coup d'Etat tragique met fin à l'expérience "nationale-populiste" du général TORRES et installe au pouvoir le Colonel Hugo BANZER qui au nom du nationalisme chrétien, entend substituer "l'ordre au chaos".
Le Colonel, puis général BANZER, conservera sept années la présidence, imposant un régime de plus en plus répressif. Mais à partir de 1977 il est question de "plans gouvernementaux pour le retour à la démocratie représentative". Les forces armées annoncent des élections pour juillet 1978.
Ce revirement s'explique par:

- les pressions américaines: Carter souhaite une évolution du pays vers un régime civil et constitutionnel;
- la perte du dynamisme économique;
- la révélation de scandales qui prouvent la corruption des gouvernants;
- l'échec des négociations avec le Chili pour la récupération d'une ouverture maritime;
- des divisions au sein de l'armée;
- la naissance d'un courant d'opposition regroupé autour de l'Assemblée permanente des droits de l'homme.

En outre, une grève de la faim entamée par quatre femmes de mineurs en décembre 1977 va susciter une extraordinaire renaissance syndicale et politique: après des années d'étouffement le pays tout entier se mobilise.

Un lueur d'espoir :

Les élections du 9 juillet 1978, marquées par la victoire de l'Unité Nationale Populaire et du général PEREDA, sont annulées par la cour électorale qui reconnaît qu'elles ont été entachées de "vices". BANZER se retrouve donc provisoirement au pouvoir en attendant une nouvelle consultation populaire. La faction de l'armée hostile à BANZER organise alors un coup d'Etat et donne la présidence à PEREDA. Mais après 4 mois d'exercice, il est renversé par le général PADILLA dont le premier geste est de convoquer à de nouvelles élections pour juillet 1979.

Si l'on peut mettre à l'actif de PADILLA un effort dans le sens du retour à un libre jeu démocratique, il faut noter l'absence totale de mesures économiques et la persistance de problèmes sociaux très aigus.

Les élections ont lieu comme prévu le 1er juillet 1979. Aucun parti n'ayant obtenu la majorité absolue, il revient au Parlement nouvellement constitué de désigner un président de la République intérimaire. Le choix se porte sur Walter Guevara Arze qui entend "consolider le processus de constitutionnalisation" et s'attaquer au problème économique, mais il doit compter avec un Parlement composite, qui, pour l'heure, est entièrement pris par une demande de jugement contre l'ancien dictateur BANZER accusé de malversations. Cette affaire agite l'armée, dont une partie se regroupe autour du colonel NATUSCH BUSCH qui prend le pouvoir le 1er novembre 1979. Condamné par l'opinion internationale et refusé par un peuple qui a sacrifié 300 des siens lors des combats contre l'armée, BUSCH doit abandonner le pouvoir à Lidia GUEILER, élue par le Parlement à titre transitoire.

S'achemine-t-on enfin vers la démocratie ?

Les élections du 29 juin 1980 consacrent de manière irréfutable la victoire de l'Union Démocratique populaire et de son leader Hernan Siles Suazo, prouvant le soutien du peuple à la gauche bolivienne. L'espoir sera de courte durée.

L'échec

Le 17 juillet 1980, le général Luis Garcia Meza organise un putsch meurtrier.
Qui sont les auteurs de ce coup d'Etat sanglant ? (le 189ième)

Des militaires corrompus directement impliqués dans le trafic de la cocaine et soutenus par l'Argentine. La connivence entre les putschistes et les trafiquants de drogue a été dénoncée en Bolivie même par l'hebdomadaire AQUI et par le Comité National de défense de la démocratie (CONADE), et à l'extérieur par le Département d'Etat américain. Il a été prouvé que l'ex-président Banzer protégeait les trafiquants de cocaine et Bolivia Informa a cité les noms de 7 généraux, 11 colonels, 3 commandants et 2 capitaines qui faisaient partie du réseau de la drogue. Et s'il fallait une preuve supplémentaire: "les archives sur le trafic de cocaine qui avaient été constituées sur ordre des présidents W. Guevara et L. Gueiler ont été incinérées le 18 juillet au lendemain du coup d'Etat" (Le Monde, 2/10/80).

La participation de l'Argentine au coup d'Etat s'inscrit dans une perspective autant économique que stratégique. L'Argentine s'interesse au gaz naturel bolivien et a prévu de convertir la Bolivie en une zone de sécurité idéologique pour les dictatures du Cône Sud. Aussi s'explique-t-on l'aide économique consentie au gouvernement de Garcia Meza pour le maintenir debout en l'absence de tout appui international.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le coût de la vie a augmenté de cent pour cent en un an, en particulier à la suite des mesures dictées par le FMI (dévaluation de 25%, augmentation des prix des transports, etc). Le déficit de la balance des payements, pour le seul premier semestre 1980, a été de $60 millions. La dette extérieure, déjà écrasante, continue d'augmenter. Elle est de 3,6 milliards de dollars (plus de $700 par d'habitant). Le service de la dette est de 40% des recettes d'exportation. La rénégociation de la dette, envisagée avant le coup, a été remise à une date ultérieure. Les militaires semblent avoir des plans pour autoriser la vente - on fait le dépouillement - des terres attribués aux paysans qui les cultivaient, depuis la réforme agraire de 1952. Cela risquerait d'être le premier pas vers la liquidation de la grande masse des petits paysans - les Indiens qui forment 65% de la population - et la création d'un nouveau sous-prolétariat qui affluerait vers les villes, suivant l'exemple brésilien des "posseiros", ce qui aurait pour effet d'augmenter le nombre des chômeurs et aggraverait le déficit des services et logements, qui a déjà atteint un seuil critique dans toutes les villes du pays.

LE MOUVEMENT POPULAIRE

La force du mouvement populaire en Bolivie s'enracine dans une longue histoire parsemée d'échecs, de déceptions et de répression sanglante. Le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), porté au pouvoir par le peuple lors de la révolution de 1952, a déçu les espoirs et s'est bientôt transformé lui aussi en oppresseur. Des syndicats indépendants ont été créés par le gouvernement, parfois avec l'aide extérieure d'organisations comme O.R.I.T., dirigée par les Etats-Unis.

Les médias sont étroitement contrôlés. Les mouvements populaires sont décriés. Les bains de sang se multiplient: 1942, 1949, 1965, 1967, 1980. On ne compte plus les assassinats, les emprisonnements, les cas de torture et les déportations. Le peuple bolivien, toujours bafoué, comme après le coup du 17 juillet, continue sa lutte avec courage. Malgré la répression, on peut parler d'une force à milles têtes, pas seulement d'hommes mais aussi de femmes et de jeunes que les militaires ne sauraient tuer.

LA COB

(CENTRALE OUVRIERE BOLIVIENNE)

Le point de rencontre des mouvements populaires est actuellement la COB. Créée en 1952-3 par le MNR elle regroupe toutes les catégories de travailleurs: mineurs, ouvriers (textiles, construction), professionnels (professeurs ruraux et urbains, employés de banque), paysans, étudiants (université et sécondaire) et femmes.

Grâce à ce regroupement les différents secteurs peuvent s'entraider en cas de besoin. Lors du dernier coup d'Etat par exemple, lorsque le régiment Manchego s'apprêtait à marcher sur Siglo XX, les radios émetteurs des mineurs ont supplié les soldats de ne pas commencer une tuerie "frère contre frère" et ont lancé un appel de solidarité. Alors, des ouvriers, des femmes, et des milliers de paysans ont envahi la ville. Les soldats ont refusé de marcher contre eux (il y a eu de nombreuses désertions) et le commandant du régiment fut obligé de négocier avec les mineurs un accord de non - agression, signé en présence du cardinal Maurer, de Sucre.

Pour pouvoir servir fidèlement les intérêts de la classe ouvrière, la COB refuse de se laisser inféoder au gouvernement. Son orientation est clairement socialiste comme l'indique la résolution du congrès de 1970: "La Bolivie ne sera libre que lorsqu'elle sera un pays socialiste".(*)

Voilà pourquoi, aux yeux des militaires, la COB est l'ennemi numéro un. Le 17 juillet jour du coup d'Etat, les insurgés ont d'abord pris la précaution d'aller décapiter la COB, avant même de se rendre au palais du Gouvernement. Les militaires ont ensuite décrété l'abolition de l'organisation ayndicale et ont tenté d'implanter un leadership de leur choix.

(*) Domitila, page 40.

Cependant, le peuple continue à ne se reconnaître que dans les dirigeants qu'il a choisis. Grâce aux pressions internationales les dirigeants emprisonnés lors du coup d'Etat ont pu être liberés. Maintenant la COB tâche de fonctionner clandestinement à l'intérieur du pays et de susciter la solidarité à l'extérieur, avec la tournée de son sécretaire général, Oscar Jiménez.

LES ÉTUDIANT((E)S

Les étudiants-es de l'université et de l'école sécondaire ont aussi une place importante dans le mouvement populaire. Puisque les universités sont indépendantes, elles ont le choix d'engager les professeurs qui leur conviennent. Les campus deviennent alors des foyers de discussion en solidarité avec les besoins du peuple. La réflexion idéologique qu'on y fait nourrit celle des syndicats qui ont à planifier les stratégies d'action.

Les étudiants-es fournissent plus que des forces de réflexion. Lorsqu'un geste de solidarité est demandé, ils sont souvent parmi les premiers à descendre dans la rue. C'est pourquoi lors d'un coup d'Etat, les syndicats sont abolis et les universités sont fermées. Après le coup de Banzer elles ont été fermées pendant 2 ans. Le 17 juillet 1980 a vu la fermeture de leurs portes à nouveau, et qui sait pour combien de temps cette fois-ci ?

LES BOLIVIENNES

Les Boliviennes sont entrées dans la lutte en 1961. A cette époque les mineurs de Siglo XX vivaient une situation très dure. Ils ont donc organisé une marche de protestation avec femmes et enfants de Siglo XX à La Paz (335 kilomètres). Ayant appris leurs plans, le gouvernement a arrêté les préparatifs et emprisonné les dirigeants. Après l'échec de plusieurs visites individuelles pour demander la libération de leurs maris, soixante d'entre-elles sont allées ensemble à La Paz. Devant le refus des autorités d'accéder à leurs requêtes, elles ont entamé une grève de la faim. Des universitaires, des ouvriers d'usines et d'autres femmes sont venus se solidariser avec elles. Après dix jours, elles ont obtenu tout ce qu'elles avaient demandé: la liberté de leurs compagnons, la paye des ouvriers retenue depuis trois mois et le ravitaillement de la "pulperia" (le magasin de l'entreprise).

Suite à ce succès, elles ont décidé de s'organiser en "comité des ménagères de Siglo XX". Organisé comme un syndicat, il fait partie de la fédération des travailleurs de la mine et a un local à la COB.

Les hommes ont ri d'elles au début, disant que la place de la femme était "à la maison!" Cependant, progressivement, le comité a fait ses preuves comme allié puissant. Bien sûr, il s'en trouve pour dire que les membres du comité ne sont que des bêtes communistes et non plus de "vraies femmes". Depuis lors, les Boliviennes de tous les secteurs (minier, ouvrier, paysan) ont pris la parole dans les journaux, à la radio et dans les congrès. Il y eut des manifestations où de 4 a 5,000 femmes sont descendues dans la rue. C'est pourquoi maintenant les femmes comme les hommes n'échappent pas à l'emprisonnement et à la torture.

Une des dernières dénonciations est une lettre du 9 août 1980 adressée à Mgr Jorge Manrique, archévêque de La Paz, écrite par "des mères et des femmes désespérées de Caracoles."

Ces femmes ont de la difficulté à se définir "féministes". Elles croient que la libération complète, y compris celle de la condition de la femme, n'arrivera que lorsque leur pays sera libéré du joug de l'impérialisme et que la classe ouvrière sera au pouvoir pour contrôler les lois, l'éducation, etc... Puisque l'exploitation touche hommes, femmes et enfants, ils doivent tous entrer activement dans la lutte pour qu'un jour le soleil se lève sur des Boliviennes et des Boliviens libres. "Nous préférons être veuves d'un martyr qu'épouses d'un lâche".

Nous pouvons lire le témoignage de Domitila Barrios de Chungara, une femme de la mine bolivienne et militante dans le comité des ménagères de Siglo XX, dans Domitila, si on me donne la parole, de la Petite Collection Maspero (fortement récommandé!)

LETTRE ADRESSEE A MGR JORGE MANRIQUE , ARCHEVEQUE DE LA PAZ.

Révérend Monseigneur,

Nous vous envoyons nos voeux en ces moments de chagrin et de souffrance. Nous aimerions que vous sachiez ce qui est arrivé dans notre centre minier, afin que grâce à votre

médiation, la Croix-Rouge Internationale ou quelque autre organisation pour les droits de l'homme puisse témoigner au sujet des actes de barbarie.

Le régiment Max Toledo de Viacha, un secteur du régiment Tarapaca, et le régiment Camacho d'oruro ont attaqué Caracoles avec des canons, des tanks et des avions de guerre. Nos maris se sont défendus avec des pierres, des pelles et de la dynamite. Lundi soir (le 21 ou le 28 juillet), la plupart des mineurs étaient morts et les survivants ont fui vers les montagnes, d'autres vers les maisons de Villa Carmen. L'Armée les y suivit, tuant les hommes dans leurs maisons, en arrêtant certains, les torturant et transperçant quelques uns de leur baionnette. Les blessés furent décapités.

Des soldats placèrent de la dynamite dans la bouche d'un mineur étendu au milieu de la place et le firent sauter en menus morceaux.

Ils se mirent à voler dans les maisons et chargèrent les camions de l'Armée avec des téléviseurs, des machines, des radios, des enregistreurs, des complets, des couvertures, de l'argent, des habits dérobés dans des magasins, des chaussures de Manaco et Zamora (chaînes de magasins, N.d.T.), des produits alimentaires du magasin de la compagnie minière.

Des enfants furent ligotés avec des fils de fer électriques et on les obligea à manger de la poudre de canon.

Des jeunes furent forcés de se coucher sur des briques de verre et nous fûmes obligées de marcher sur eux, après quoi les soldats marchèrent également sur eux.

Les hommes de l'Armée se conduisaient comme des sauvages parce qu'ils étaient drogués, et ils n'hésitèrent pas à nous violer, nous, et aussi les jeunes filles et mêmes les petites filles.

Ils immolèrent des moutons, des poules, des cochons, etc., puis les chargèrent sur les camions de l'Armée.

Mardi 5 août à l'aube, ils chargèrent les morts sur trois camions de l'Armée et firent route vers La Paz. Jusqu'à vendredi, ils continuèrent à amener des prisonniers ligotés avec du fil de fer.

On empêcha les femmes de ramasser les morts pour leur donner une sépulture chrétienne, sous prétexte qu'il n'y avait pas d'ordre. Finalement, le vendredi, ils nous donnèrent l'ordre de chercher les morts, mais nous avons seulement trouvé des vestons, des pantalons, des pullovers, des casquettes, des chaussures, etc., le tout trempé de sang; les morts avaient disparu. Certains avaient été jetés dans des trous d'eau derrière le cimetière, mais ils ne nous laissèrent pas les voir pour les identifier.

900 environ ont disparu; nous ne savons pas s'ils sont morts ou vifs. Nous joignons quelques uns des noms des disparus, blessés, morts et prisonniers.

Nous vous remercions de votre compréhension et de votre aide.

Sincèrement,

Des mères et des femmes désespérées de
Caracoles

le 9 août 1980

DES ÉGLISES DÉCHIRÉES

L'année 1980 est venue secouer durement une Eglise qui jusqu'ici s'était contentée de garder une certaine neutralité face aux dictatures succesives. Le coup d'Etat du 17 juillet 1980 fut sans aucun doute l'un des plus sanglants dans ce pays, surtout à un moment où le peuple vivait dans une grande euphorie après la victoire du gouvernement de Siles Suazo.

Consternation, douleur, préoccupations profondes, telles sont les expressions qu'emploie Mgr Jorge Manrique, archévêque de La Paz, pour dénoncer énergiquement le putsch: "(18 juillet 1980)... Je demande avec force aux responsables de la situation actuelle qu'ils épargnent à ce peuple de plus grandes douleurs et souffrances". Dans ce même communiqué, Mgr Manrique condamne les attaques brutales faites contre les installations des stations émettrices de l'Eglise (Radio Fides, Radio San Gabriel), contre les locaux du journal catholique "Presencia", contre les perquisitions des maisons religieuses.

Une semaine plus tard, le Conseil Episcopal permanent de Bolivie émet un communiqué qui dit: "Nous faisons savoir au Gouvernement Suprême et à tous les citoyens de Bolivie que nous nous solidarisons avec les exhortations de Mgr Manrique, et que nous condamnons les attaques et calomnies dont il a été l'objet de la part de personnes malhonnêtes".

Les nombreuses menaces faites à l'endroit de Mgr Manrique sont le signe évident que la dictature de Garcia Meza ne reculera devant aucun obstacle pour taire la voix de quiconque se permettrait de critiquer ouvertement la sanglante répression contre le peuple bolivien. Rappelons ici l'assassinat du Père Luis Espinal, jésuite, le 22 mars 1980, qui avait accepté, un an auparavant, la direction de l'hebdomadaire "Aqui", politiquement à gauche. Le lendemain de cet assassinat barbare (12 balles d'arme automatique), Mgr Manrique signait le décret d'excommunication des instigateurs et auteurs de ce crime. Suite à cet événement douloureux, les religieux et religieuses écrivaient: "A la suite de Jésus, son choix a été celui des pauvres, des marginalisés, du peuple. Il aimait la justice. Il aimait la vérité. C'est pour cela qu'on lui a enlevé la vie?"

La Junte militaire a qualifé "d'anti-chrétienne" la diffusion de la lettre pastorale publiée en septembre dernier par les évêques boliviens. Pour avoir fait connaître ce document à ses élèves, le jésuite Alvaro Puente fût arrêté et brutalement torturé le 26 septembre, s'ajoutant à un grand nombre de prêtres, religieuses et membres d'Eglise

qui ont été détenus et persécutés par le régime militaire.

Plusieurs dirigeants de l'Eglise méthodiste ont été inquiétés, voire arrêtés. Certa ont été relâchés, d'autres se sont exilés volontairement. L'ancien évêque, Mortimer Arias, actuellement secrétaire général de la Conférence des Eglises méthodistes d'Am rique Latine et secrétaire à l'évangélisation de la Conférence des Eglises latino - américaines, a été arrêté à Cochabamba. Presque toutes les institutions méthodistes du pays ont été fouillées par l'armée.

La situation des Eglises de Bolivie nous demandent plus que de la solidarité, elles exigent de nous une réponse radicale pour nous unir, là oÙ nous sommes, à tous nos frères et soeurs qui luttent pour l'avénement de la justice et de la fraternité universelles. Nous devons nous aussi considérer l'avertissement du pape Jean-Paul II, que des groupes chrétiens de Bolivie rappelaient dans une lettre au Général Garcia Meza: "Ceux qui ne travaillent pas pour la justice auront à payer les conséquences amères de leurs actes d'injustice".

MOYENS D'ACTION

1. Lettre d'appui à Mgr Jorge Manrique Hurtado et au Rév. Zacarias Mamani

   adressée à l'archevêché de La Paz : Calle Ballivian, Casilla 259, La Paz.

2. Lettre de protestation à la junte du Général Garcia Meza dénonçant:

   - les massacres et les milliers de crimes
   - la non-liberté de presse parlée et écrite
   - la répression contre les Eglises catholique et méthodiste

   ADRESSEE A : General Luis Garcia Meza
   Palacio del Gobierno
   La Paz , Bolivia

3. Lettre de pression au Gouvernement canadien demandant:

   - le boycot économique
   - de menacer la junte bolivienne de rompre les relations diplomatiques par solidarité et non par neutralité
   - la non-reconnaissance du régime militaire de Garcia Meza
   - la reconnaissance du Gouvernement élu démocratiquement du Président Siles Suazo, actuellement dans la clandestinité.

   ADRESSEE A : Hon. Pierre-Eliot Trudeau
   Edifice du Gouvernement
   Ottawa , Canada.

P.S.:On peut faire parvenir copie conforme de cette lettre au Ministre de l'intérieur, M. Mc Guigan.

NOUVELLES DU COMITÉ

- Lors de l'assemblée générale annuelle, tenue le 22 janvier dernier, le Comité a évalué ses activités de l'année écoulée et a élu son Conseil d'Administration: Denise Chanard et Kathy Throop viennent remplacer Margot Power et Bernard Duquette, dont le mandat se terminait. Richard Godue, Pierre Golberger et Barbara Zerter poursuivent leur mandat jusqu'en 1982.
- Le 17 décembre dernier, à l'initiative d'un groupe de religieuses de Montréal, une célébration de solidarité avec les victimes du Salvador rassemblait près de 300 personnes à la cathédrale. Le Comité assumait la préparation liturgique. En geste de paix et de solidarité, les participants ont signé deux lettres: l'une d'appui à Mgr Rivera y Damas, l'autre de protestation à la Junte.
- Le 30 janvier, une soirée de solidarité entre Québécois et Latino-Américains soulignait le départ missionnaire d'Anselmo Leonelli et Jean Ménard pour le Nicaragua. Le Comité Chrétien, dont Anselmo a assuré la coordination depuis près de 3 ans et le CPMO, où Jean a oeuvré de toutes ses forces, ont convoqué cette réunion, avec l'appui particulier du CSAI et de plusieurs autres organismes qui ont bénéficié du travail et de l'expérience de nos valeureux amis.
- Le Comité s'est inscrit comme membre du "Regroupement pour un Salvador libre", pour lancer une vaste campagne d'appui à ce pays. Il faut à tout prix arrêter l'intervention américaine pour éviter un second Vietnam en Amérique Centrale. Nous vous engageons fortement à signer et à faire signer la pétition incluse au centre de ce numéro.

POUVEZ-VOUS NOUS AIDER?

Jusqu'ici, le "Caminando" vous est parvenu gratuitement, grâce à la générosité des amis et bienfaiteurs du Comité.

Cette année, nous avons pensé qu'avec un prix minime d'abonnement, nous pourrions conserver les dons pour l'aide directe aux chrétiens d'Amérique Latine et pour l'amélioration des services du Comité.

Nous suggérons une contribution de $ 3.00.-

Tout don de $ 25.- et plus donne droit à un abonnement gratuit.

Abonnement au Caminando _____

Contribution au travail du Comité _____

Contribution aux projets en Amérique Latine _____

Nom _____

Adresse _____

_____ Code _____